

## Réduction du chômage et cohésion sociale : un défi audacieux

Olivier Passet, Xerfi, 17 mai 2017. [Voir la video.](#)

Peut-on réduire le chômage dans les pays développés sans fragiliser la cohésion sociale ? C'est une question importante, car c'est bien là qu'achoppe la réforme du marché du travail en France, et que se nourrit l'idée d'une préférence française pour le chômage. L'idée que l'attachement français à la cohésion n'autorise pas les transgressions qui permettraient l'inclusion des moins qualifiés sur le marché du travail.

Royaume-Uni, Allemagne : la précarisation comme outil de flexibilisation

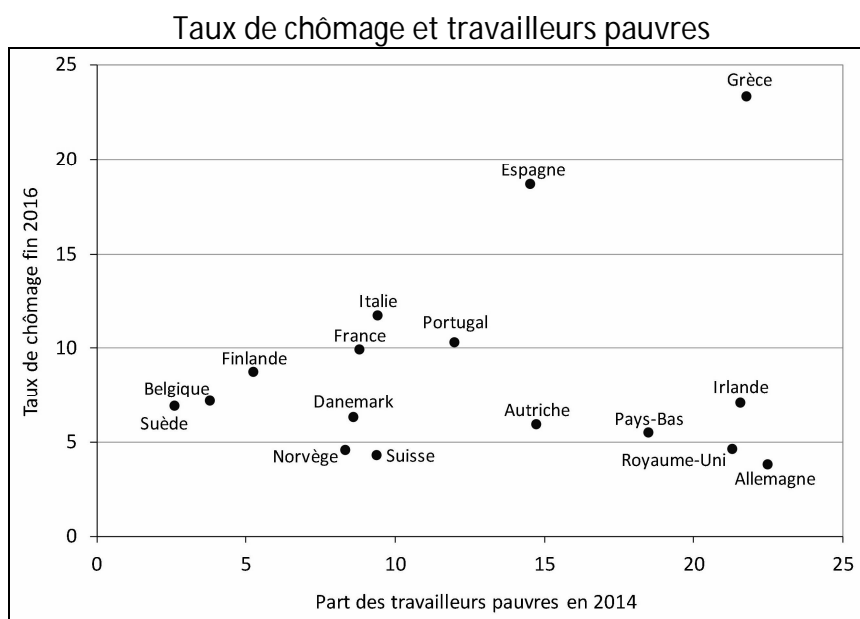
La précarité prend des visages différents selon les pays. De plus en plus c'est l'auto-entrepreneuriat qui fait office d'outil de flexibilisation et qui permet de faire basculer une frange de la population dans le droit commercial et, en fait, dans un droit simplifié et appauvri. C'est le cas de la France, ou loin de l'image du notable, l'emploi indépendant s'apparente de plus en plus à un système D. Il recouvre de petites rémunérations, du free-lance occasionnel, ne permettant pas dans la majorité des cas d'atteindre un revenu décent.

C'est le cas du Royaume-Uni aussi, où deux tiers des emplois créés entre 2008 et 2014 l'ont été sous le statut d'auto-entrepreneur, nombre de cadres basculant sous ce statut.

La précarité prend la forme de la myriade d'emplois dégradés allemands, les mini-jobs, et toute la bizarrerie des contrats à 1,05 euro de l'heure pour les chômeurs allemands, ou à 80 centimes de l'heure pour les migrants. Et l'on pourrait encore évoquer les formes diverses et variées d'emplois temporaires. Difficile pour autant de mettre une statistique rigoureuse derrière tous ces phénomènes. Certains de ces jobs sont des jobs d'appoint, cumulés à un emploi salarié standard. D'autres sont des activités principales.

La prolifération des bas salaires joue un rôle décisif dans la résorption du chômage...

Pour approcher l'importance de ces phénomènes d'inclusion au rabais qui dualisent tous les marchés développés, je vous propose de croiser la statistique de taux de chômage fin 2016 avec deux indicateurs : la part des travailleurs à bas salaires – ceux dont le salaire horaire brut est inférieur à deux tiers du salaire médian -, et la part des personnes travaillant sur des temps partiels courts, inférieurs à 20 heures hebdomadaire.

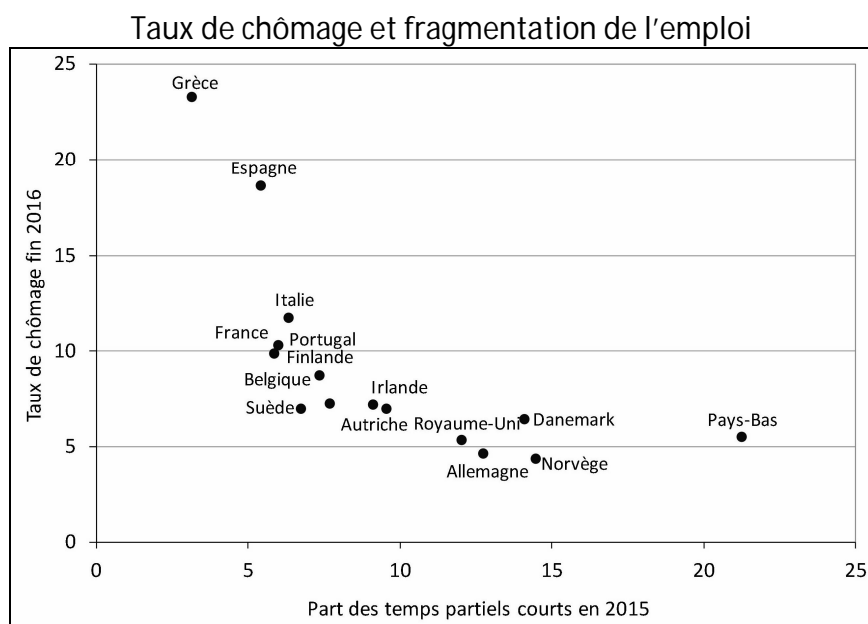


Que montre le premier graphique ? Il confirme d'abord que la prolifération de contrats dérogatoires joue un rôle décisif dans la résorption du chômage d'un certain nombre de pays européens, et pas des moindres. Parmi les pays européens qui sont sous le seuil des 5-6% de chômage, on observe une proportion de travailleurs pauvres particulièrement élevée : en Allemagne (22,8 % de l'emploi appartenant à cette catégorie), au Royaume-Uni (21,3%), aux Pays-Bas (18,5%), et en Autriche (14,8%), très nettement au-dessus de la France qui compte 8,8% de travailleurs pauvres. Cela explique en partie des poussées populistes qui peuvent paraître paradoxales à la vue du taux de chômage, qui n'est qu'un plein emploi de façade.

Le cadran en bas à gauche nous montre que certains pays parviennent cependant à contenir leur chômage sans sacrifier la cohésion à l'excès. Il s'agit sans surprise des pays d'Europe du Nord, si je fais exception du cas particulier de la Suisse. Mais cela à un coût social important.

...Tout comme le temps partiel court

Regardons maintenant le recours au travail morcelé de courte durée, sur un champ un peu plus large de pays. Ce que montre ce graphique, c'est que presque tous les pays à faible taux de chômage recourent massivement au temps partiel court, donc au morcellement de l'emploi. Une façon d'augmenter le contenu en emploi de la croissance, qui dualise aussi le marché du travail.



Seuls sortent de l'épure les deux cas bien particuliers des Etats-Unis et du Japon. Non que ces pays ne soient pas duaux. Mais plutôt que nos indicateurs en saisissent mal la portée. Notamment dans le cas du Japon, qui recourt massivement au temps partiel sans pour autant que ce dernier soit court.

Bref, ces deux indicateurs confirment bien le fait qu'il existe un trade-off entre cohésion et chômage. Les pays proches du plein emploi obtiennent ce résultat soit sur la base d'un salaire dégradé, soit sur la base d'un travail plus fragmenté. Pas de miracle. L'insertion des moins qualifiés est une inclusion au rabais. Et c'est toute la difficulté pour un président qui veut révolutionner le marché du travail sans fragiliser la cohésion. L'imitation des autres ne suffira pas.